L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

NOUVELLE-ORLEANS, MARDI, 9 OCTOBRE 1855.

Imprimé et publié par
J. F. WEISSE & Cie
Editeurs-Propriétaires :
G. W. KENDALL. N. POUSSIN.
E. DUTHERMIE. S. HARDY
Rue de Chartres, No 109, entre St Louis et Conti.

NOUVELLE-ORLEANS :
MARDI MATIN, 9 OCTOBRE.

Le bureau et l'imprimerie de l'ABEILLE nouvellement au No 109, rue de Chartres, entre Conti et St Louis.

LE GASPILLAGE DES FINANCES.

Le plus grand reproche que l'on puisse faire aux démocrates de la Louisiane, lorsqu'ils sont au pouvoir, c'est la prodigalisation qu'ils font introduite dans les finances de l'Etat et le gaspillage qu'ils font des fonds levés. Jamais on n'a vu de pareilles dilapidations. Nous ne croyons pas que personne ait le courage de nier ce que nous disons que les démocrates, dans la session qui vient de finir, aient dépensé beaucoup plus que dans aucune autre session législative. Nous trouvons dans le journal de la campagne des chiffres qui peuvent se passer de commentaires. Nous appelons l'attention des lecteurs sur la statistique suivante que nous empruntons à la *Minerve* de Thibodaux :

"La contribution foncière nous a mis en possession des importantes informations suivantes sur les revenus et des dépenses du gouvernement de l'Etat, depuis le 1er janvier 1853, commençant avec l'administration du gouverneur Alexandre Mouton, jusqu'au 1er janvier 1854, recueillies des rapports authentiques du département d'Etat. Chaque contribuable lira, les mettra à même de juger par lui-même de l'économie et de la sagesse suivant le jugement qu'il en portera :

Revenus.	Dépenses.
$375,472 64	$ 680,961 54
877 24 60	6 6 884 98
307,197 09	1,319,818 39
1,035,527 56	972,817 98
844,061 94	673 988 94
1,071,140 14	1,386 985 17
1,701 98	1,219,264 19
1,080 56	998,458 90
1,247 44	771,797 34
1,455 15	1,100,984 50
1,467 66	1,346,449 90
1,476 76	1,569,552 06

"En 1852, dernière année du pouvoir whig en Louisiane et sous l'administration Pierre Soulé, les taxes s'élevaient à $412,472 56. En 1854, elles montaient à $1,080,196 98, présentant ainsi, en deux années, une augmentation égale à cent pour cent, soit 17 pour cent par an.

"En 1850, la population de cet Etat était de 517,000 habitants, et en 1850 elle présentait une augmentation, comparée à celle de 50 pour cent, ou de 5 pour cent annuellement.

"Les chiffres payés aux officiers publics s'élevaient à $81,800 ; en 1846, à $110,000 ; en 1848, à $121,634 01 ; en 1850, à $145,761 01 ; en 1854, à $164,-

[illegible] PAIRES A L'IMPRIMERIE PUBLIQUE
[illegible] 1851, annuellement.... $4,000 00
[illegible] 1852 et 1853, annuellement.... 4,000 00
[illegible] 1850 .... 4,810 23
[illegible] 1851 .... 4,381 160
[illegible] 1852 .... 16 599 18
[illegible] 1853 (pas de session).... 5 746 66
[illegible] 1854 (session de 1853-4).... 19,368 70
[illegible] 1855 (pas de session).... 6,963 15
[illegible] 1854 .... 30 643 20
[illegible] 1855 .... 27,180 51
[illegible] 1855 .... 39,9 0 71

"Le *Swamp Lands* qui [illegible] le Rapport du Trésorier [illegible] 18,000 00

"Les dépenses pour impressions se sont élevées aux augmentées de 900 pour cent, sans y comprendre la dépense extraordinaire de $ 18,000, pour la publication des *Swamp Lands*, n'est dit-on qu'une démocratique" que le tiers de la somme réclamée par les imprimeurs, mais ils demanderont et recevront de l'Etat, les deux tiers de $ 54,000, auxquels ils ont droit.

"Parmi les dépenses de 1845, on remarque, comme n'ayant jamais existé auparavant, les sommes payées aux agents de l'Etat, pour la vente des actions de la Banque de la Louisiane, s'élevant à $ 14,

"Parmi les recettes de 1853, on remarque les produits d'un emprunt autorisé par l'acte de session de 1853, rendu nécessaire par l'extravagance du gouvernement. Le Trésor étant :

	$ 175,425 00
	3,249 63
	52,071 35
	20,765 81
	27,156 26
	478,562 67
	199,026 91
	30,746 35
	454,370 61
	1,104,591 11
	743,398 32

"Les chiffres sont donnés pour démontrer l'accusation portée contre les whigs d'avoir augmenté les dépenses de l'Etat pendant son passage à l'administration tant-soit-peu économique de Pierre et de octobre 1851, [illegible] 1853, une seule session de la législature, et durant cette session une session extraordinaire ne fut présentée par le gouverneur Soulé ; seulement deux mesures furent originairement recommandées.

"La balance restant au Trésor le 1er octobre 1852, alors que les whigs furent chassés par les démocrates, était de $ 1,104,591 11, tandis qu'il ne restait pendant son passage à l'administration tant-soit-peu économique que la somme de $ 743,398 32.

"Les chiffres ci-dessus ne contribuable nous a mis en possession des importantes informations suivantes sur les revenus et des dépenses du gouvernement de l'Etat, depuis le 1er janvier 1853, commençant avec l'administration du gouverneur Alexandre Mouton, jusqu'au 1er janvier 1854, recueillies des rapports authentiques du département d'Etat. Chaque contribuable les lise, les médite et juge par lui-même de l'économie et de la sagesse suivant le jugement qu'il en portera :

Revenus.	Dépenses.
$375,472 64	$ 680,961 54
877 24 60	6 6 884 98
307,197 09	1,319,818 39
1,035,527 56	972,817 98
844,061 94	673 988 94
1,071,140 14	1,386 985 17
1,701 98	1,219,264 19
1,080 56	998,458 90
1,247 44	771,797 34
1,455 15	1,100,984 50
1,467 66	1,346,449 90
1,476 76	1,569,552 06

"En 1852, dernière année du pouvoir whig en Louisiane et sous l'administration Pierre Soulé, les taxes s'élevaient à $412,472 56. En 1854, elles montaient à $1,080,196 98, présentant ainsi, en deux années, une augmentation égale à cent pour cent, soit 17 pour cent par an.

"En 1850, la population de cet Etat était de 517,000 habitants, et en 1850 elle présentait une augmentation, comparée à celle de 50 pour cent, ou de 5 pour cent annuellement.

"Les chiffres payés aux officiers publics s'élevaient à $81,800 ; en 1846, à $110,000 ; en 1848, à $121,634 01 ; en 1850, à $145,761 01 ; en 1854, à $164,-

[illegible] PAIRES A L'IMPRIMERIE PUBLIQUE
[illegible] 1851, annuellement.... $4,000 00
[illegible] 1852 et 1853, annuellement.... 4,000 00
[illegible] 1850 .... 4,810 23
[illegible] 1851 .... 4,381 160
[illegible] 1852 .... 16 599 18
[illegible] 1853 (pas de session).... 5 746 66
[illegible] 1854 (session de 1853-4).... 19,368 70
[illegible] 1855 (pas de session).... 6,963 15
[illegible] 1854 .... 30 643 20
[illegible] 1855 .... 27,180 51
[illegible] 1855 .... 39,9 0 71

"Le *Swamp Lands*, qui [illegible] le Rapport du Trésorier [illegible] 18,000 00

"Les dépenses pour impressions se sont élevées aux augmentées de 900 pour cent, sans y comprendre la dépense extraordinaire de $ 18,000, pour la publication des *Swamp Lands*, n'est dit-on qu'une démocratique" que le tiers de la somme réclamée par les imprimeurs, mais ils demanderont et recevront de l'Etat, les deux tiers de $ 54,000, auxquels ils ont droit.

"Parmi les dépenses de 1845, on remarque, comme n'ayant jamais existé auparavant, les sommes payées aux agents de l'Etat, pour la vente des actions de la Banque de la Louisiane, s'élevant à $ 14,

"Parmi les recettes de 1853, on remarque les produits d'un emprunt autorisé par l'acte de session de 1853, rendu nécessaire par l'extravagance du gouvernement. Le Trésor étant :

	$ 175,425 00
	3,249 63
	52,071 35
	20,765 81
	27,156 26
	478,562 67
	199,026 91
	30,746 35
	454,370 61
	1,104,591 11
	743,398 32

"Les chiffres sont donnés pour démontrer l'accusation portée contre les whigs d'avoir augmenté les dépenses de l'Etat pendant son passage à l'administration tant-soit-peu économique de Pierre et de octobre 1851, [illegible] 1853, une seule session de la législature, et durant cette session une session extraordinaire ne fut présentée par le gouverneur Soulé ; seulement deux mesures furent originairement recommandées.

"La balance restant au Trésor le 1er octobre 1852, alors que les whigs furent chassés par les démocrates, était de $ 1,104,591 11, tandis qu'il ne restait pendant son passage à l'administration tant-soit-peu économique que la somme de $ 743,398 32.

"Les chiffres ci-dessus ne [illegible] ne sont pas susceptibles d'être contestés, et ils peuvent être facilement vérifiés par le rapport du Trésorier, qui a été imprimé par ordre de la législature. Ils sont tirés des rapports du Trésorier [illegible] sont accessibles à tout le monde. [illegible] ces chiffres les Démocrates et desirons [illegible] le plus sévère examen.

"L'usage de la part des membres du gouvernement de la Louisiane, afin [illegible] les dépenses faites antérieurement à l'époque qu'elles ont été faites par des remboursements que [illegible] autorisé par l'acte [illegible] session de 1853, rendu nécessaire par l'extravagance du gouvernement. Le Trésorier